

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

2021-2022 RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Événement d'importance :</i> <i>Pandémie mondiale de COVID-19</i>	2
4.0 <i>Indicateurs de rendement opérationnel</i>	3
5.0 <i>Gestion des risques</i>	4
6.0 <i>Résultats financiers</i>	4
États financiers intermédiaires résumés non audités	15

RAPPORT DE GESTION

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2021 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2021.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2020-2021* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du troisième trimestre renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2021. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2020. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2021. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2021.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation de marchés et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense et de sécurité du Canada. Depuis 70 ans, CDC a fourni ses services à divers ministères et organismes du gouvernement du Canada et à l'échelle internationale.

CDC a deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada visant l'expansion du centre de données d'entreprises à la Base des Forces canadiennes Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 ÉVÉNEMENT D'IMPORTANCE : PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare officiellement que l'épidémie de COVID-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale et recommande des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, CDC a réduit à l'essentiel son effectif présent sur les lieux de travail de la Société. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. Le niveau de dotation sur place a varié partout au Canada selon les mesures de santé publique en vigueur dans les divers lieux de travail de CDC. CDC continue de suivre les annonces gouvernementales à la grandeur du pays en rapport avec les plans de réouverture alors que la cinquième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. Conformément aux exigences du gouvernement du Canada en ce qui concerne sa main-d'œuvre et le secteur des transports sous réglementation fédérale, CDC a mis en œuvre une exigence de vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour son personnel et ses fournisseurs de services. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et formule ses plans en conséquence.

Tout au long de la pandémie, CDC a réussi à maintenir son niveau d'activité le plus près possible de la normale, tout en se conformant aux exigences locales en matière de santé publique. Le nombre d'appels d'offres lancés et clos par la Société est resté stable tout au long de la pandémie.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. Les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estime pas moins, en date du dépôt du présent rapport financier, que ses réserves de trésorerie, comptes débiteurs et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureront suffisamment de liquidité pour financer son fonctionnement.

4.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

4.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables au client-partenaire, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un outil clé de gestion financière. À cet égard, la Société entend recouvrer 70 % de la masse salariale à même les montants qu'elle facture chaque mois à ses clients-partenaires.

Pour le cumul de l'exercice à ce jour, le taux d'utilisation était de 71 %, soit une baisse de 4 points de pourcentage par rapport au cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent, ce qui marque un retour à un rythme de travail plus durable pour CDC. Le taux d'utilisation a diminué principalement parce que les employés ont pris plus de formation et de vacances, en raison de la levée des restrictions liées à la pandémie à certains endroits.

4.2 COÛT DES SERVICES

Cet indicateur rend compte du pourcentage du budget du programme d'Infrastructure et d'Environnement (IE) du MDN qui est consacré aux services de CDC. De manière générale, CDC s'attend à ce que ces coûts soient de l'ordre de 9 % à 15 % du budget pour le programme d'IE du MDN.

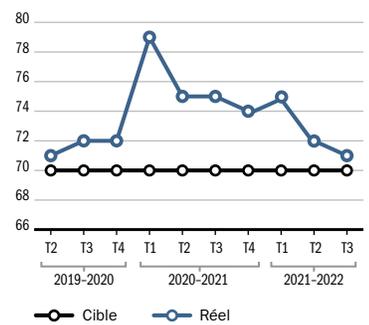
Pour le cumul de l'exercice à ce jour et le cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent, le coût du service était de 14 %. Le coût du service est habituellement plus élevé que la plage ciblée au début de l'année, à cause du calendrier des dépenses des contrats IE, et retombe dans cette plage à mesure que l'année progresse et que les dépenses contractuelles sont engagées.

4.3 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. CDC s'était fixé pour objectif annuel global de consacrer 4 % de ses charges salariales de base à la formation et au perfectionnement.

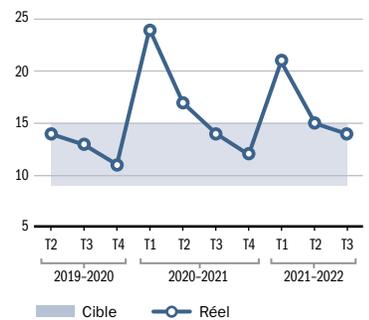
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables, cumul annuel)



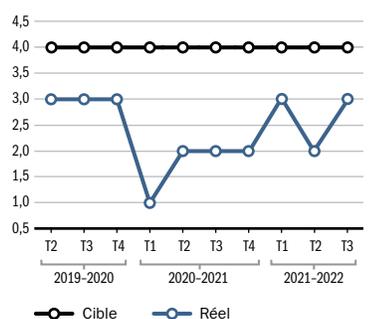
Coût des services

(Pourcentage, cumul annuel)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(Pourcentage, cumul annuel)



Pour le cumul de l'exercice à ce jour, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale était de 3 %. Il s'agit d'une augmentation de 1 point de pourcentage par rapport au ratio de 2 % du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent. Le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale a augmenté pendant cette période parce que la formation qui avait été reportée en raison des restrictions imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19 a été dispensée.

5.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2020-2021* de CDC.

6.0 RÉSULTATS FINANCIERS

6.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 36,4 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 6,7 millions de dollars, ou environ 22 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 108,6 millions de dollars, en hausse de 15,1 millions de dollars, soit environ 16 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services du client-partenaire combinée à une hausse du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 16 % au troisième trimestre et de 14 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'augmentation des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage de chaque augmentation) et de la hausse de la demande de la part du client partenaire (qui correspond à 11,5 et 9,5 points de pourcentage, respectivement).

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification des projets ont progressé de 24 % pour le troisième trimestre et de 13 % pour le cumul de l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'augmentation des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage de chaque augmentation) et de la hausse de la demande de la part du client-partenaire (qui correspond à 19,5 et 8,5 points de pourcentage, respectivement).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 30 % au troisième trimestre et de 26 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande de services de gestion des installations et du portefeuille (qui correspond à 25,5 et 21,5 points de pourcentage, respectivement).

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés de l'approvisionnement ont augmenté de 23 % au troisième trimestre et de 15 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande de la part du client partenaire (qui correspond à 18,5 et 10,5 points de pourcentage, respectivement).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 23 % au troisième trimestre et de 16 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et d'une hausse de la demande de la part du MDN pour ces services (qui correspondent à 18,5 et 11,5 points de pourcentage, respectivement).

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 46 % au troisième trimestre et de 30 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande pour ces services (qui correspond à 41,5 et 25,5 points de pourcentage, respectivement).

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Gestion des marchés	14 639 \$	12 580 \$	2 059	16 %	43 642 \$	38 224 \$	5 418	14 %
Planification de projets	9 815	7 933	1 882	24 %	29 898	26 443	3 455	13 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	3 452	2 649	803	30 %	10 466	8 289	2 177	26 %
Approvisionnement	2 882	2 339	543	23 %	8 805	7 639	1 166	15 %
Soutien technique en matière de construction	3 061	2 479	582	23 %	8 715	7 492	1 223	16 %
Soutien technique en matière d'environnement	2 572	1 765	807	46 %	7 030	5 396	1 634	30 %
Produits totaux	36 421 \$	29 745 \$	6 676	22 %	108 556 \$	93 483 \$	15 073	16 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacements et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de celui-ci. Les montants varient, selon la nature du travail qui est exécuté pour le client-partenaire. Les recouvrements de frais de déplacements et de décaissements totalisent 735 000 \$ pour le troisième trimestre, une hausse de 284 000 \$, ou environ 63 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les produits totalisent 1,7 million de dollars, en hausse de 700 000 \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est imputable à l'allègement des restrictions relatives aux déplacements imposées en raison de la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	735 \$	451 \$	284	63 %	1 682 \$	982 \$	700	71 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 60 000 \$, ou 95 %, au troisième trimestre, par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation des produits financiers est principalement due à l'acquisition d'obligations provinciales. Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont diminué de 278 000 \$, ou 45 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement imputable à un gain sur la vente des placements, réalisé pour rééquilibrer le portefeuille de placements de CDC au cours de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Produits financiers	123 \$	63 \$	60	95 %	342 \$	620 \$	(278)	-45 %

6.2 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 26,7 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 3,4 millions de dollars, ou d'environ 15 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les salaires totalisent 76,6 millions de dollars, en hausse de 9,4 millions de dollars, ou environ 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en vue de rendre compte d'une hausse de 1 % liée au coût de la vie et d'une majoration moyenne de 3 % du salaire lié au rendement. Le nombre d'équivalents temps plein a augmenté d'environ 13 %, ou 127 équivalents temps plein, par rapport à la même période de l'exercice précédent, en réponse aux demandes de service des clients-partenaires.

Pour le troisième trimestre, les charges sociales totalisent 6,6 millions de dollars, en hausse de 1,5 million de dollars, ou environ 30 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les charges sociales totalisent 19,6 millions de dollars, en hausse de 3,5 millions de dollars, ou environ 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces deux hausses sont principalement attribuables à une augmentation du coût des avantages par rapport à l'exercice précédent et à la croissance de l'effectif de la Société.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Salaires	26 670 \$	23 259 \$	3 411	15 %	76 633 \$	67 235 \$	9 398	14 %
Charges sociales	6 634	5 108	1 526	30 %	19 595	16 137	3 458	21 %
	33 304 \$	28 367 \$	4 937	17 %	96 228 \$	83 372 \$	12 856	15 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	22 %			26 %	24 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,6 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 469 000 \$, ou 22 %, par rapport au troisième trimestre de 2020-2021. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont augmenté de 165 000 \$, soit environ 2 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%	
Services infonuagiques	477 \$	441 \$	36	8 %	1 394 \$	1 258 \$	136	11 %	Les augmentations sont attribuables à la hausse des coûts des services infonuagiques mensuels en raison d'une gamme accrue de services.
Services professionnels	468	266	202	76 %	1 059	1 088	(29)	-3 %	L'augmentation du troisième trimestre est due à la signature de contrats de services professionnels ponctuels au cours de la période visée. La baisse du cumul de l'exercice à ce jour est causée par l'achèvement de l'examen du projet d'approvisionnement électronique et des incidents informatiques au cours de la période précédente.
Entretien des logiciels	303	322	(19)	-6 %	958	960	(2)	-	La baisse du troisième trimestre est imputable à la hausse des coûts de maintenance du système de gestion de documents de CDC lors de l'exercice précédent et à la diminution des coûts de la période actuelle pour divers logiciels. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la variation est négligeable.
Location d'équipement	298	231	67	29 %	807	692	115	17 %	Les augmentations sont imputables à une hausse du matériel loué en raison de l'accroissement du nombre d'employés par rapport à la période précédente.
Charges opérationnelles liées aux installations louées	251	265	(14)	-5 %	675	786	(111)	-14 %	Les baisses sont causées par la diminution des charges opérationnelles liées aux installations louées et des coûts de stationnement.
Formation et perfectionnement des employés	221	157	64	41 %	424	401	23	6 %	Ces augmentations sont attribuables au fait que les employés ont suivi une formation qui avait été reportée en raison des restrictions imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%	
Communications téléphoniques et données	200	210	(10)	-5 %	589	636	(47)	-7 %	Ces baisses sont attribuables à une réduction de l'utilisation des systèmes de données et de téléconférence en raison des restrictions continues liées à la pandémie de COVID-19 dans les lieux de travail.
Services, fournitures et matériel de bureau	148	89	59	66 %	304	335	(31)	-9 %	Les baisses dans le cumul de l'exercice à ce jour sont principalement attribuables à une réduction de l'achat d'équipement de protection individuelle lié à la COVID-19, en raison de l'assouplissement des restrictions et du fait que de nombreux employés travaillaient à domicile. L'augmentation du troisième trimestre est due au déploiement de tests rapides pour les employés qui travaillent sur place.
Mobilier et agencements	67	39	28	72 %	158	343	(185)	-54 %	La baisse depuis le début de l'exercice tient au fait que le soutien lié à la pandémie accordé aux employés pour faciliter le passage au travail à domicile au cours de l'exercice précédent était une aide ponctuelle. L'augmentation du troisième trimestre est attribuable à l'achat de meubles pour les bureaux régionaux afin d'aider les employés qui reviennent au bureau après la levée des restrictions.
Services et communications clients	61	73	(12)	-16 %	281	197	84	43 %	L'augmentation pour le cumul de l'exercice à ce jour s'explique par le nombre plus élevé d'initiatives de communication menées au cours du premier trimestre. La baisse au troisième trimestre tient au fait que les coûts de la planification et du développement de la nouvelle marque et du nouveau site Web de CDC étaient des dépenses ponctuelles.
Logiciels	40	19	21	111 %	98	56	42	75 %	Les hausses sont imputables à l'achat de licences de logiciels supplémentaires liées à l'augmentation des équivalents temps plein.
Réinstallation d'employés	22	20	2	10 %	109	44	65	148 %	Les augmentations sont imputables à l'accroissement des exigences de fonctionnement pour la réinstallation du personnel actuel et des nouveaux employés.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%	
Matériel informatique	19	–	19	–	26	7	19	271 %	Les hausses sont imputables à l'achat de logiciels supplémentaires liés à l'augmentation des équivalents temps plein.
Abonnements et adhésions	18	15	3	20 %	71	48	23	48 %	Ces hausses tiennent à l'accroissement du volume des abonnements annuels.
Déplacement	13	11	2	18 %	19	16	3	19 %	Ces hausses découlent de l'allègement des restrictions de déplacements imposées dans le contexte de la COVID-19.
Hébergement	12	5	7	140 %	23	27	(4)	-15 %	La baisse pour le cumul de l'exercice à ce jour est attribuable à une diminution du nombre de réunions internes en personne. L'augmentation du troisième trimestre est liée à un événement virtuel tenu pour tous les employés.
Recrutement	11	3	8	267 %	61	8	53	663 %	Les augmentations sont dues à une hausse de la demande de services de recrutement externes.
Autres	7	2	5	250 %	14	15	(1)	-7 %	Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la variation est négligeable. La hausse au troisième trimestre est liée à des frais d'intérêts plus élevés.
Envois postaux et transport de marchandises	6	5	1	20 %	20	15	5	33 %	Les hausses sont liées à l'expédition de trousses d'accueil aux nouveaux employés à plusieurs sites.
Améliorations locatives	–	–	–	–	7	–	7	–	L'augmentation pour le cumul de l'exercice à ce jour s'explique par des améliorations locatives effectuées dans un bureau régional.
Total	2 642 \$	2 173 \$	469	22 %	7 097 \$	6 932 \$	165	2 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements représentent les charges que la Société engage dans le cadre de travaux exécutés pour le compte du MDN. CDC recouvre ces charges en les facturant au client-partenaire à un coût non majoré. Les charges liées aux frais de déplacement et décaissements totalisent 735 000 \$ pour le troisième trimestre, soit une hausse de 283 000 \$, ou environ 63 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, ces charges s'élèvent à 1,7 million de dollars, en hausse de 700 000 \$, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de ces charges est imputable à l'assouplissement des restrictions relatives aux déplacements imposées en raison de la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Frais de déplacement et décaissements	735 \$	452 \$	283	63 %	1 682 \$	982 \$	700	71 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 13 % ou 53 000 \$ pour le troisième trimestre et a baissé de 3 % ou 48 000 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse au troisième trimestre s'explique par l'amortissement du nouveau mobilier et les coûts des améliorations locatives liés aux rénovations au siège social. La baisse pour le cumul de l'exercice est principalement due au non renouvellement d'un contrat de colocation au premier trimestre de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	335 \$	339 \$	(4)	-1 %	1 015 \$	1 136 \$	(121)	-11 %
Amortissement des immobilisations corporelles	123	62	61	98 %	301	188	113	60 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	5	9	(4)	-44 %	9	49	(40)	-82 %
Total	463 \$	410 \$	53	13 %	1 325 \$	1 373 \$	(48)	-3 %

6.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et résultat global du trimestre courant est de 80 000 \$, comparativement à une perte nette et une perte globale totale de 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la Société a réalisé un résultat net de 4,1 millions de dollars, par rapport à un résultat net de 2,3 millions de dollars à l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour les deux périodes est due à une augmentation de la demande pour les services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ces hausses ont été partiellement compensées par la baisse des revenus d'intérêt résultant d'un gain ponctuel sur la cession de placements au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Résultat net et résultat global	80 \$	(1 026) \$	1 286	*	4 076 \$	2 305 \$	1 771	77 %

* La variation est négligeable.

6.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2020-2021*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 57,0 millions de dollars au 31 décembre 2021, en hausse de 11,1 millions de dollars par rapport au 31 mars 2021.

Au 31 décembre 2021, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 42,7 millions de dollars, en hausse de 7,1 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au 31 mars 2021. Dans les neuf mois suivant le 31 mars 2021, la Société a généré 12,5 millions de dollars de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dépensé 4,4 millions de dollars en activités de placement et versé 1,0 million de dollars pour les obligations locatives.

Les placements (courants et non courants) au 31 décembre 2021 totalisaient 14,3 millions de dollars, en hausse de 4,0 millions de dollars, soit 39 %, depuis la fin de l'exercice 2020-2021. Cette augmentation est imputable à l'acquisition d'obligations provinciales et de certificats de placement garanti au deuxième trimestre.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 31 décembre 2021, les créances clients totalisaient 17,1 millions de dollars, en hausse de 1,9 million de dollars, ou 12 %, par rapport au 31 mars 2021. La hausse tient à l'augmentation des produits découlant du MDN contrebalancée par une réduction du délai de recouvrement de ces comptes clients. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 29,3 millions de dollars au 31 décembre 2021, en hausse de 8,0 millions de dollars, ou 38 %, par rapport au 31 mars 2021. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits différés et du calendrier des paiements des fournisseurs.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au		Variation	
	31 décembre 2021	31 mars 2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 705 \$	35 632 \$	7 073	20 %
Placements	14 298	10 304	3 994	39 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	57 003 \$	45 936 \$	11 067	24 %
Créances clients	17 050 \$	15 156 \$	1 894	12 %
Passifs courants	29 294 \$	21 352 \$	8 008	38 %

6.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie et des prestations de retraite pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce coût est estimé par calcul actuariel. Au 31 décembre 2021, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 39,3 millions de dollars, en hausse de 2,2 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 mars 2021. Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période et les charges d'intérêts étaient plus élevés que les paiements de prestations. Les coûts des services rendus au cours de la période et les charges d'intérêts pour la période ont été de 2,5 millions de dollars et les prestations payées de 291 000 \$.

	Au		Variation	
	31 décembre 2021	31 mars 2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	3 731 \$	3 667 \$	64	2 %
Partie non courante	35 589	33 430	2 159	6 %
Total des avantages du personnel	39 320 \$	37 097 \$	2 223	6 %

6.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant présente les dépenses d'investissement pour le trimestre et les neuf mois clos le 31 décembre 2021.

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Matériel informatique	- \$	- \$	-	-	124 \$	- \$	124	-
Mobilier et agencements	-	12	(12)	-100 %	104	11	93	845 %
Améliorations locatives	-	42	(42)	-100 %	151	156	(5)	-3 %
Immobilisations incorporelles	33	-	33	-	33	-	33	-
Actif au titre du droit d'utilisation	-	-	-	-	456	-	456	-
Total des dépenses d'investissement	33 \$	54 \$	(21)	39 %	868 \$	167 \$	701	420 %

6.7 RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le cumul de l'exercice à ce jour aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Le rendement réel de la Société est meilleur que prévu dans le Plan. Le Plan d'entreprise a été élaboré avant le budget fédéral déposé en 2021.

Les produits tirés des services facturés sont de 8 % supérieurs au Plan. Cette hausse s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 26 % supérieurs au Plan par suite de l'assouplissement des restrictions imposées aux déplacements professionnels en raison de la COVID-19.

Les produits financiers sont inférieurs de 35 % aux projections du Plan en raison de taux d'intérêt plus faibles que prévu sur les nouveaux placements.

Les salaires et les charges sociales étaient de 10 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de la demande plus élevée que prévu de la part du client-partenaire, qui a entraîné 7 % de plus d'équivalents temps plein que prévu.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 31 % inférieurs aux projections. Cette baisse tient principalement au calendrier des services professionnels et dépenses de technologies de l'information, et aux répercussions de la COVID-19 sur les déplacements et la formation.

La dotation en amortissement était de 6 % inférieure aux projections du Plan, principalement en raison des retards dans les rénovations du siège social en 2020-2021, à cause de la pandémie de COVID-19.

Les produits pour le cumul de l'exercice à ce jour ont été de 2,7 millions de plus que prévu dans le Plan, en raison de la hausse de la demande de services et de la diminution des charges opérationnelles et frais d'administration par rapport aux projections.

Les dépenses d'investissement étaient de 367 % supérieures à ce qui était prévu dans le Plan, en raison du renouvellement non prévu d'un bail et du fait que certaines dépenses prévues en 2020-2021 pour les rénovations locatives au siège social ont été engagées en 2021-2022, en raison des retards susmentionnés.

RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	Réel	Plan	\$	%
Produits tirés des services facturés	108 556 \$	100 111 \$	8 445	8 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	1 682	1 333	349	26 %
Produits financiers	342	525	(183)	-35 %
Produits totaux	110 580 \$	101 969 \$	8 611	8 %
Salaires et charges sociales	96 228	87 367	8 861	10 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	7 097	10 246	(3 149)	-31 %
Frais de déplacement et décaissements	1 682	1 333	349	26 %
Charges financières	172	198	(26)	-13 %
Dotation aux amortissements	1 325	1 416	(91)	-6 %
Total des charges	106 504 \$	100 560 \$	5 944	6 %
Revenu net et autres éléments du résultat global	4 076 \$	1 409 \$	2 667	189 %
Dépenses d'investissement	868 \$	200 \$	668	334 %

6.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 ont augmenté de 80,1 millions de dollars, soit 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2021-2022 soit comparable à celui de 2020-2021.

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois clos le 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%
Région				
Ouest	234 379 \$	195 448 \$	38 931	20 %
Ontario	190 559	190 341	218	-
Atlantique	130 517	103 740	26 777	26 %
Capitale nationale	108 687	124 324	(15 637)	-13 %
Québec	106 766	76 453	30 313	40 %
	770 908 \$	690 306 \$	80 602	12 %

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

*Sauf indication contraire, les montants sont exprimés
en dollars canadiens.*

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Ottawa, Canada
Le 28 février 2022

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		31 décembre 2021	31 mars 2021
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42 705 \$	35 632 \$
Placements	6	2 021	2 925
Produits à recevoir	10	1 336	–
Créances clients	13	17 050	15 156
Charges payées d'avance et autres actifs		1 104	1 515
Autres créances		1 890	1 729
Actifs courants		66 106	56 957
Placements	6	12 277	7 379
Immobilisations corporelles	7	2 091	2 014
Immobilisations incorporelles		41	17
Actifs liés au droit d'utilisation	8	7 367	7 981
Actifs non courants		21 776	17 391
Total de l'actif		87 882 \$	74 348 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	13	18 855 \$	16 453 \$
Produits différés	10	5 443	–
Avantages du personnel	9	3 731	3 667
Obligations locatives	8	1 265	1 232
Passifs courants		29 294	21 352
Avantages du personnel	9	35 589	33 430
Obligations locatives	8	6 469	7 112
Passifs non courants		42 058	40 542
Total du passif		71 352	61 894
Capitaux propres			
Capital-actions—Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale		–	–
Émis : 32 actions ordinaires		–	–
Résultats non distribués		16 530	12 454
Total des capitaux propres		16 530	12 454
Total du passif et des capitaux propres		87 882 \$	74 348 \$

Engagements : Voir la note 8. Passifs éventuels : Voir la note 14.
Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2021	2020	2021	2020
Produits tirés des services facturés	10	36 421 \$	29 745 \$	108 556 \$	93 483 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		735	451	1 682	982
Produits financiers		123	63	342	620
Produits locatifs		-	-	-	74
Total des produits		37 279	30 259	110 580	95 159
Salaires et charges sociales		33 304	28 367	96 228	83 372
Charges opérationnelles et frais d'administration	11	2 642	2 173	7 097	6 932
Frais de déplacement et décaissements		735	452	1 682	982
Amortissement des immobilisations corporelles	7	123	62	301	188
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	8	335	339	1 015	1 136
Amortissement des immobilisations incorporelles		5	9	9	49
Charges financières	8	55	63	172	195
Total des charges		37 199	31 465	106 504	92 854
Résultat net et autres éléments du résultat global		80 \$	(1 206) \$	4 076 \$	2 305 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Capital-actions	- \$	- \$	- \$	- \$
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	16 450	12 829	12 454	9 318
Résultat net et autres éléments du résultat global	80	(1 206)	4 076	2 305
Solde à la clôture de la période	16 530	11 623	16 530	11 623
Capitaux propres	16 530 \$	11 623 \$	16 530 \$	11 623 \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2021	2020	2021	2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
		80 \$	(1 206) \$	4 076 \$	2 305 \$
Résultat net et autres éléments du résultat global					
Ajustements de rapprochement du résultat et autres éléments du résultat global aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
		839	725	2 514	2 137
		(94)	(146)	(291)	(416)
		–	(1)	–	(360)
	7	123	62	301	188
	8	335	339	1 015	1 136
		5	9	9	49
		12	5	23	23
		1	–	1	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
		2 184	2 542	(1 894)	7 247
		1 731	1 562	(161)	2 460
		119	104	411	(1)
		(269)	103	(1 336)	(1 947)
		4 802	1 113	2 337	2 678
		(649)	653	5 443	2 439
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles					
		9 219	5 864	12 448	17 938
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
		–	–	(5 942)	(3 600)
		–	–	1 925	3 232
	7	(66)	(113)	(314)	(167)
		(33)	–	(33)	–
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement					
		(99)	(113)	(4 364)	(535)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
	8	(309)	(315)	(1 011)	(994)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement					
		(309)	(315)	(1 011)	(994)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période					
		8 811	5 436	7 073	16 409
		33 894	26 711	35 632	15 738
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période					
		42 705 \$	32 147 \$	42 705 \$	32 147 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
		55 \$	63 \$	172 \$	195 \$
		58	43	164	107
		62	16	172	247
		(101)	–	65	–

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les compagnies en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, CDC a réduit au minimum son effectif présent sur les lieux de travail de la Société. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. CDC continue de suivre les annonces gouvernementales à la grandeur du pays en rapport avec les plans de réouverture alors que la cinquième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. Conformément aux exigences du gouvernement du Canada en ce qui concerne sa main-d'œuvre et le secteur des transports sous réglementation fédérale, CDC met en œuvre une exigence de vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour son personnel et ses fournisseurs de services. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et formule ses plans en conséquence.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. En première ligne, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au Canada gèrent les marchés à la fois sur place et à distance. Elles prennent toutes les précautions nécessaires et se conforment aux exigences des autorités locales de santé publique au Canada et à l'étranger, partout où CDC mène ses activités.

La Société ne peut pas prévoir la nature exacte des répercussions de la COVID-19 sur son entreprise. Elle estimait toutefois, au moment où le conseil d'administration a approuvé ces états financiers, que ses réserves de trésorerie, les créances clients et les accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires fourniront suffisamment de liquidité pour financer ses opérations, pendant au moins les 12 mois suivant la publication des présents états financiers. La Société ne croit pas que des indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes qui ont été émises par l'IASB. L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée ayant une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou modifications des normes existantes qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont divulguées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces portant intérêt à des taux effectifs allant de 0,4 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,5 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,8 % à 2,8 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à juin 2027 et celles des CPG, de mars 2022 à juillet 2026, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les comptes de fonds communs de placement peuvent être liquidés sur demande et sont classés dans la catégorie « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états financiers intermédiaires résumés. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

	Au	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	2 021 \$	2 925 \$
Partie non courante	12 277	7 379
Total	14 298 \$	10 304 \$

	Au	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations provinciales	5 503 \$	1 829 \$
Certificats de placement garanti	8 795	8 475
	14 298 \$	10 304 \$
Juste valeur		
Obligations provinciales	5 528 \$	1 951 \$
Certificats de placement garanti	8 899	8 531
	14 427 \$	10 482 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2021	672 \$	1 167 \$	1 536 \$	3 375 \$
Acquisitions	124	104	151	379
Cessions	(147)	(7)	-	(154)
Solde au 31 décembre 2021	649 \$	1 264 \$	1 687 \$	3 600 \$

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2021	526 \$	683 \$	152 \$	1 361 \$
Amortissement	89	103	109	301
Cessions	(147)	(6)	-	(153)
Solde au 31 décembre 2021	468 \$	780 \$	261 \$	1 509 \$

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	146 \$	484 \$	1 384 \$	2 014 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	181	484	1 426	2 091

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles. Il n'y a pas eu de produits associés aux cessions pendant la période.

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les variations des actifs liés au droit d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2021	7 574 \$	407 \$	7 981 \$
Acquisitions	456	-	456
Amortissements	(924)	(91)	(1 015)
Modifications	(55)	-	(55)
Solde au 31 décembre 2021	7 051 \$	316 \$	7 367 \$

8.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	1 265 \$	1 232 \$
Partie non courante	6 469	7 112
Total	7 734 \$	8 344 \$

Les variations des obligations locatives sont présentées dans le tableau suivant :

Solde au 31 mars 2021	8 344 \$
Acquisitions	456
Modifications	(55)
Paievements	(1 183)
Charges d'intérêts	172
Solde au 31 décembre 2021	7 734 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 31 décembre 2021.

Un an ou moins	1 465 \$
De 1 à 2 ans	2 085
De 2 à 5 ans	2 646
Plus de 5 ans	2 505
Total	8 701 \$

Les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 675 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Le total des sorties de trésorerie pour les contrats de location était de 1 858 \$, y compris 1 011 \$ de paiements de capital sur les obligations locatives.

9. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	3 731 \$	3 667 \$
Partie non courante	35 589	33 430
Total des avantages du personnel	39 320 \$	37 097 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2020-2021*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

Solde au 31 mars 2021	37 097 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 525
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	989
Paiements au titre des avantages du personnel	(291)
Solde au 31 décembre 2021	39 320 \$

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf moi close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Coût des services rendus au cours de la période	509 \$	421 \$ \$	1 525 \$	1 262 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	330	306	989	920
Charge au titre des avantages du personnel	839 \$	727 \$	2 514 \$	2 182 \$

10. PRODUITS TIRÉS DES SERVICES

10.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation des produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, les droits demandés en application des niveaux de services à forfait sont supérieurs au montant facturé pour les services rendus.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application des niveaux de service à frais fixes. La Société a un droit de paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux Accords sur les niveaux de service à frais fixes. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus.

10.2 VENTILATION DES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 31 décembre 2021

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Produits totaux, par région
Atlantique	2 435 \$	1 304 \$	415 \$	432 \$	244 \$	681 \$	5 511 \$
Québec	2 598	1 276	378	442	336	411	5 441
Capitale nationale	1 305	3 371	1 675	78	114	444	6 987
Ontario	3 143	1 368	708	571	1 632	539	7 961
Ouest	5 116	2 441	276	931	401	497	9 662
Siège social	42	55	–	428	334	–	859
Produits totaux, par secteur d'activité	14 639 \$	9 815 \$	3 452 \$	2 882 \$	3 061 \$	2 572 \$	36 421 \$

Période de neuf mois close le 31 décembre 2021

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Produits totaux, par région
Atlantique	7 065 \$	4 328 \$	1 225 \$	1 305 \$	706 \$	1 653 \$	16 282 \$
Québec	7 665	3 752	1 173	1 216	954	1 163	15 923
Capitale nationale	3 586	10 194	5 016	223	359	1 307	20 685
Ontario	9 856	4 315	2 060	1 757	4 385	1 615	23 988
Ouest	15 364	7 222	991	3 079	1 208	1 292	29 156
Siège social	106	87	1	1 225	1 103	–	2 522
Produits totaux, par secteur d'activité	43 642 \$	29 898 \$	10 466 \$	8 805 \$	8 715 \$	7 030 \$	108 556 \$

Trimestre clos le 31 décembre 2020

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Produits totaux, par région
Atlantique	2 064 \$	1 284 \$	372 \$	444 \$	179 \$	356 \$	4 699 \$
Québec	2 242	1 210	376	328	309	357	4 822
Capitale nationale	1 108	2 194	1 253	36	125	357	5 073
Ontario	3 044	1 203	534	481	1 124	421	6 807
Ouest	4 082	1 978	114	735	401	274	7 584
Siège social	40	64	–	315	341	–	760
Produits totaux, par secteur d'activité	12 580 \$	7 933 \$	2 649 \$	2 339 \$	2 479 \$	1 765 \$	29 745 \$

Période de neuf mois close le 31 décembre 2020

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Produits totaux, par région
Atlantique	5 989 \$	4 301 \$	1 110 \$	1 268 \$	514 \$	928	14 110 \$
Québec	6 692	4 035	1 076	1 076	970	1 038	14 887
Capitale nationale	3 378	6 884	3 826	217	338	973	15 616
Ontario	9 553	4 328	1 839	1 648	3 330	1 429	22 127
Ouest	12 467	6 653	431	2 497	1 318	1 028	24 394
Siège social	145	242	7	933	1 022	–	2 349
Produits totaux, par secteur d'activité	38 224 \$	26 443 \$	8 289 \$	7 639 \$	7 492 \$	5 396 \$	93 483 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires

Région	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Atlantique	1 256 \$	817 \$	3 364 \$	2 254 \$
Québec	1 967	1 669	5 566	4 772
Capitale nationale	6 264	4 542	17 700	13 214
Ontario	2 432	2 230	7 358	6 296
Ouest	2 562	2 256	7 553	6 388
Siège social	638	561	1 729	1 724
Total des produits horaires	15 119 \$	12 075 \$	43 270 \$	34 648 \$

Produits forfaitaires

Région	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Atlantique	4 255 \$	3 883 \$	12 918 \$	11 854 \$
Québec	3 474	3 153	10 357	10 116
Capitale nationale	723	530	2 985	2 402
Ontario	5 529	4 576	16 630	15 831
Ouest	7 100	5 329	21 603	18 006
Siège social	221	199	793	626
Total des produits forfaitaires	21 302 \$	17 670 \$	65 286 \$	58 835 \$
Total des produits tirés des services facturés	36 421 \$	29 745 \$	108 556 \$	93 483 \$

11. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Infonuagique	477 \$	441 \$	1 394 \$	1 258 \$
Services professionnels	468	266	1 059	1 088
Entretien de logiciels	303	322	958	960
Location d'équipement	298	231	807	692
Charges opérationnelles liées aux installations louées	251	265	675	786
Formation et perfectionnement des employés	221	157	424	401
Communications téléphoniques et données	200	210	589	636
Services, fournitures et matériel de bureau	148	89	304	335
Mobilier et agencements	67	39	158	343
Services et communications clients	61	73	281	197
Logiciels	40	19	98	56
Réinstallation d'employés	22	20	109	44
Matériel informatique	19	–	26	7
Abonnements et adhésions	18	15	71	48
Déplacement	13	11	19	16
Hébergement	12	5	23	27
Recrutement	11	3	61	8
Autres	7	2	14	15
Envois postaux et transport de marchandises	6	5	20	15
Améliorations locatives	–	–	7	–
Total	2 642 \$	2 173 \$	7 097 \$	6 932 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 77 288 \$ au 31 décembre 2021 (62 827 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de CDC au risque de crédit. Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier.

CDC cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité. La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le ministère de la Défense nationale, tel que décrit à la note 13. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues (PCA).

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances de déplacement consenties à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas comprises dans les fournisseurs et dettes diverses.

Au 31 décembre 2021			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 705 \$	– \$	42 705 \$
Placements	–	14 298	14 298
Créances clients	–	17 050	17 050
Autres créances	–	1 890	1 890
Autres actifs	–	9	9
Produits à recevoir	–	1 336	1 336
Total des actifs financiers	42 705 \$	34 583 \$	77 288 \$
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	11 608 \$	11 608 \$
Total des passifs financiers	– \$	11 608 \$	11 608 \$

Au 31 mars 2021			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 632 \$	– \$	35 632 \$
Placements	–	10 304	10 304
Créances clients	–	15 156	15 156
Autres créances	–	1 729	1 729
Autres actifs	–	6	6
Total des actifs financiers	35 632 \$	27 195 \$	62 827 \$
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	9 756 \$	9 756 \$
Total des passifs financiers	– \$	9 756 \$	9 756 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et autres dettes de CDC se chiffrait à 11 608 \$ au 31 décembre 2021 (9 756 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux investissements prévus. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de 6 mois. De plus, au 31 décembre 2021, les actifs financiers de la Société ont dépassé son passif financier de 65 680 \$ (53 071 \$ au 31 mars 2021).

Au 31 décembre 2021

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	11 608 \$	11 608 \$	11 608 \$	– \$
Total des passifs financiers	11 608 \$	11 608 \$	11 608 \$	– \$

Au 31 mars 2021

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	9 756 \$	9 756 \$	9 756 \$	– \$
Total des passifs financiers	9 756 \$	9 756 \$	9 756 \$	– \$

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Les placements de la Société, qui totalisaient 14 298 \$ au 31 décembre 2021 (10 304 \$ au 31 mars 2021), sont constitués intégralement d'instruments à taux fixe. Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, la direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, à savoir le montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du troisième trimestre de 2021-2022 se chiffrent à 36 421 \$ comparativement à 29 745 \$ au cours de la même période de 2020-2021; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, soit au 31 décembre 2021, ces produits totalisent 108 556 \$, contre 93 483 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a engagé des dépenses avec d'autres entités du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 403 \$ pour le troisième trimestre 2021-2022, contre 205 \$ pour la période correspondante de 2020-2021. Ces transactions ont totalisé 809 \$ pour le cumul de l'exercice 2021-2022 à ce jour, contre 752 \$ pour la période correspondante de 2020-2021. Parmi ces charges, la Société a recouvré 392 \$ du MDN au troisième trimestre et 770 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au	
	31 décembre 2021	31 mars 2021
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	15 695 \$	13 987 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 131	1 016
Centre de la sécurité des télécommunications	200	133
Services partagés Canada	24	20
	17 050 \$	15 156 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	2 \$	17 \$
Ministère de la Justice	231	86
	233 \$	103 \$

13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) détenant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Avantages à court terme	1 004 \$	1 034 \$	3 195 \$	3 006 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	129	121	428	388
Total	1 133 \$	1 155 \$	3 623 \$	3 394 \$

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2021, 14 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 21 061 \$. Ceux-ci étaient liés à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. En comparaison, au 31 mars 2021, il y avait 13 réclamations en cours, pour une valeur s'élevant à 19 538 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. En outre, au 31 décembre 2021, il y avait d'autres réclamations en cours, non liées au MDN, pour lesquelles la sortie de ressources pour régler les obligations n'était pas possible d'estimer ou n'est pas probable pour le moment. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à ces réclamations au 31 décembre 2021.

15. DONNÉES COMPARATIVES

La Société a reclassé les données comparatives dans l'état de la situation financière intermédiaire résumé et l'état des flux de trésorerie intermédiaire résumé afin d'assurer l'uniformité avec la présentation de la période visée.